

Note d'information

Partenariats : traduire les engagements en résultats concrets

Comme innovation importante, le Sommet mondial pour le développement durable débouchera non seulement sur un plan d'exécution négocié mais aussi sur des initiatives menées en partenariat qui produiront directement des résultats sur le terrain.

Ces initiatives, toutes volontaires, constituent un progrès notable et se fondent sur l'idée que les gouvernements ne peuvent seuls assurer le développement durable. Pour lutter sérieusement contre les problèmes causés par la pauvreté, les modes de consommation et de développement peu durables et l'impact de l'homme sur l'environnement, il faut mettre à contribution les ressources et les connaissances spécialisées de toutes les couches de la société. Dans un discours qu'il a prononcé juste avant la dernière session du Comité préparatoire à Bali, le Secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a déclaré : « A Johannesburg, les gouvernements conviendront d'un plan d'action commun. Toutefois, les agents du changement les plus novateurs pourraient bien être les partenariats — entre les gouvernements, les entreprises privées, les organisations à but non lucratif, les universitaires et les personnes concernées. »

De nombreux participants au processus du Sommet de Johannesburg ont souscrit à l'idée des initiatives menées en partenariat et bon nombre envisagent de lancer de telles initiatives pendant le Sommet. Des pays sont déjà disposés à consacrer les trois premiers jours du Sommet à l'examen des partenariats.

Néanmoins, certains participants ont émis des réserves concernant le processus, au motif que les initiatives volontaires pourraient offrir aux gouvernements une échappatoire qui leur éviterait de prendre des engagements fermes en faveur du développement durable. Qui plus est, certains estiment que ces initiatives sont une façon détournée de privatiser les fonctions dévolues à l'Etat sous prétexte d'assurer le développement durable.

Les partenariats ne peuvent se substituer à l'action gouvernementale

Pour Nitin Desai, secrétaire général du Sommet, « les partenariats ne peuvent se substituer à l'action ou aux responsabilités des gouvernements et ne sauraient servir de subterfuge aux gouvernements pour ne pas prendre les engagements nécessaires pour faire avancer le programme de développement durable ». Il estime plutôt que les initiatives menées en partenariat constituent un mécanisme véritablement novateur permettant d'élargir la portée et l'ampleur des efforts à entreprendre en matière d'exécution, efforts qui, à son avis ont été limités et n'ont pas bénéficié d'un financement suffisant.

« Nous devons commencer à assurer le développement durable à plus grande échelle », ajoute Desai. « Nous devons dépasser le type d'approche parcellaire et ponctuelle fondée sur les programmes pilotes. Il faut voir grand afin de pouvoir saisir les avantages économiques, sociaux et environnementaux que nous pouvons retirer du développement durable. »

« Trop souvent », ajoute Desai, « les conférences internationales ne débouchent que sur l'adoption d'un document. Même quand il s'agit d'un document bien élaboré, les moyens de traduire les idées qu'il contient en action concrète font défaut. Les initiatives menées en partenariat offrent une occasion sans précédent de faire travailler ensemble les personnes qui peuvent fournir l'eau potable, l'électricité et les services de santé aux communautés qui n'en bénéficient pas de manière durable. Un document ne peut, en soi, y parvenir. »

Desai s'en est étonné d'apprendre que certains soutiennent l'idée que les partenariats ne servent en premier lieu qu'aux entreprises. « Je ne sais pas pourquoi les gens pensent que les partenariats n'intéressent que les entreprises. Il n'en est rien. » En fait, dit-il, nombre des propositions de partenariats soumises au secrétariat ne concernent pas du tout les entreprises; l'une d'elles par exemple, le Projet d'établissement d'un rapport mondial, vise en réalité à définir des normes que doivent respecter les entreprises en matière de responsabilité. On perd souvent de vue le fait que les entreprises peuvent mener leurs activités commerciales sans participer au Sommet ni s'engager dans des partenariats, poursuit Desai. « Les partenariats offrent l'occasion de rapporter les activités des entreprises aux engagements pris par les gouvernements pendant le Sommet. »

Engagements et actions concrètes : établir le lien

De nombreux partenaires se préparent à lancer des initiatives à Johannesburg. Celles-ci vont des initiatives de large portée visant à résoudre un problème dans une vaste zone à des initiatives de portée plus réduite et plus locale. On trouvera une liste préliminaire des partenariats proposés pour le Sommet sur le site Web officiel, www.johannesburgsummit.org.

On trouvera ci-après des exemples d'initiatives lancées dans des domaines importants où les gouvernements se sont engagés à agir, notamment l'approvisionnement en eau et l'assainissement, l'énergie, la santé, la productivité agricole et la diversité biologique.

♦ Approvisionnement en eau et assainissement

L'initiative Eau, assainissement et hygiène pour tous (WASH), que lancera cette année le Conseil de coopération pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement, un partenariat entre les secteurs public et privé, vise à assurer l'accès universel à l'eau potable et à l'assainissement d'ici à 2015. A ce jour, elle a mobilisé l'appui et la participation de 28 gouvernements et d'un large éventail d'organismes des Nations Unies, d'ONG et d'entreprises — mais il en faut davantage. La Communauté européenne a indiqué qu'elle lancerait une importante initiative en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement pendant le Sommet.

♦ Energie

Une initiative enregistrée auprès du Sommet dans le but de rechercher davantage d'appui et de partenaires pour en assurer l'expansion est un projet lancé en 1995 par une ONG africaine, SUDERETA (développement durable par l'énergie renouvelable en Tanzanie) et une ONG allemande, North South Initiative. Grâce à un fonds autorenouvelable, le projet encourage les petites entreprises en milieu rural à produire et à vendre des systèmes d'énergie renouvelable de sources solaire, photovoltaïque, éolienne et autres pour produire de l'énergie, générer des revenus et prévenir l'abattage des forêts pour obtenir du bois de chauffage.

♦ Santé

Une initiative visant à améliorer l'hygiène du milieu dans le Pacifique Sud au cours de la période 2002-2005 sera lancée au Sommet, avec la participation de 17 gouvernements, de plus d'une douzaine d'organisations intergouvernementales et de plusieurs importantes ONG. Cette initiative, qui vise à élaborer une stratégie régionale et des plans nationaux en matière d'hygiène du milieu, bénéficiera de ressources de santé publique de la Communauté du Pacifique Sud, mais elle recherche un financement supplémentaire d'un montant de 420,000 dollars.

♦ Productivité agricole

Une initiative visant à promouvoir l'agriculture durable et le développement rural sera lancée à Johannesburg, dans le but de créer un centre mondial de ressources et un mécanisme de financement au moyen de petites subventions et d'améliorer les cadres réglementaires et de politiques. Quelque 14 gouvernements se sont en principe engagés à y contribuer grâce à un fonds d'affectation spéciale multi-donateurs pour la phase initiale de cinq ans. Certaines institutions internationales et des ONG envisagent également d'y participer, sous la coordination de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO).

♦ Diversité biologique

Une importante initiative qui sera lancée à Johannesburg est le Global Conservation Trust, partenariat entre les secteurs public et privé dont l'objectif est d'établir pendant la période 2002-2004 un fonds de dotation de 260 millions de dollars en vue de la préservation des ressources génétiques végétales du monde. Les partenaires sont les gouvernements du Brésil, de la Colombie, de la Suisse, du Royaume-Uni et des Etats-Unis, des sociétés privées telles que Syngenta et Glaxo, la Fondation pour les Nations Unies et la Fondation Rockefeller, ainsi que la FAO et le Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale.

Un autre programme important, l'Initiative Equateur, vise à réduire la pauvreté grâce à l'exploitation durable de la diversité biologique, vu que les régions ayant la plus vaste diversité biologique sont également celles où la pauvreté est la plus prononcée dans le monde. Le programme favorise les nombreuses initiatives novatrices et à succès menées par les groupes autochtones et les communautés locales, renforce les capacités grâce à des échanges Sud-Sud et contribue à l'échange de connaissances grâce au plaidoyer et à l'impact des politiques. L'Initiative a été mise sur pied en appui au Sommet de Johannesburg par le Programme des Nations Unies pour le développement, en partenariat avec Brasil Connects, le Gouvernement canadien, le Centre de recherche pour le développement international, l'IUCN - The World Conservation Union, Television Trust for the Environment et la Fondation pour les Nations Unies.